

Convention collective départementale

IDCC : 1369. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n° 1986-50 bis)

(Etendue par arrêté du 29 mai 1987)

**ACCORD DU 17 NOVEMBRE 2006
RELATIF AUX TEGA ET RMH**

NOR : *ASET0651320M*

IDCC : *1369*

Entre :

L'Union des industries de Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFTC Métaux Loire-Atlantique ;

L'USM Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels », de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre
à partir de l'année 2007*

Les parties conviennent de fixer comme suit, le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2007, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 h mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	15 280
	2	145	2	15 300
	3	155	3	15 340
II	1	170	4	15 430
	2	180	5	15 500
	3	190	6	15 580
III	1	215	7	15 800
	2	225	8	16 200
	3	240	9	16 900
IV	1	255	10	17 633
	2	270	11	18 493
	3	285	12	19 466
V	1	305	13	20 941
	2	335	14	23 286
	3	365	15	25 876
	3	395	16	28 352

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10 de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7, de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} janvier 2007

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

La valeur du point, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,60 € à compter du 1^{er} janvier 2007.

Barème au 1^{er} janvier 2007

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau suivant :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	644
	2	145	2	667
	3	155	3	713
II	1	170	4	782
	2	180	5	828
	3	190	6	874
III	1	215	7	989
	2	225	8	1 035
	3	240	9	1 104
IV	1	255	10	1 173
	2	270	11	1 242
	3	285	12	1 311
V	1	305	13	1 403
	2	335	14	1 541
	3	365	15	1 679
	3	395	16	1 817

En application de l'article 8, paragraphe 5, de l'avenant relatif à « Certaines catégories de mensuels » qui reprend les termes du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 modifiant le protocole d'accord national du 13 septembre 1974, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

En application de l'article 8, partie A, paragraphe 5, de l'avenant « Mensuels » qui reprend les termes de l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, ces derniers bénéficient d'une majoration de 5 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

Article 3

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Nantes, le 17 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)